

L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.

SIXIÈME PARTIE: “1792 PEUT-IL SE RENOUVELER?” (2)

Hélas ! N'est-ce pas tout le contraire de ce que nous avons aujourd'hui? Mais pourquoi cette même France qui s'était levée tout entière pour repousser l'invasion étrangère ne se lève-t-elle pas aujourd'hui qu'elle est menacée par un danger bien plus terrible que celui de 1792? Ah! c'est qu'en 1792 elle a été électrisée par la révolution, et qu'aujourd'hui elle est paralysée par la réaction, protégée et représentée par son gouvernement de la soi-disant Défense nationale.

Pourquoi les paysans s'étaient-ils soulevés en masse contre les Prussiens en 1792, et pourquoi restent-ils non-seulement inertes, mais plutôt favorables à ces mêmes Prussiens, contre cette même République, aujourd'hui? Ah! c'est que, pour eux, ce n'est plus la même République. La République fondée par la Convention nationale, le 24 septembre 1792, était une République éminemment populaire et révolutionnaire. Elle avait offert au peuple un intérêt immense, ou, comme dit Michelet, respectable. Par la confiscation en masse des biens de l'Eglise d'abord, et plus tard de la noblesse émigrée ou révoltée, ou soupçonnée et décapitée, elle lui avait donné la terre, et pour rendre la restitution de cette terre à ses anciens propriétaires impossible, le peuple s'était levé en masse, - tandis que la République actuelle, nullement populaire, mais au contraire pleine d'hostilité et de défiance contre le peuple, République d'avocats, d'impertinents doctrinaires, et bourgeoise s'il en fut, ne lui offre rien que des phrases, un surcroît d'impôts et des risques, sans la moindre compensation matérielle.

Le paysan, lui aussi, ne croit pas en cette République, mais pour une autre raison que les bourgeois. Il n'y croit pas précisément parce qu'il la trouve trop bourgeoise, trop favorable aux intérêts de la bourgeoisie, et il nourrit au fond de son cœur contre les bourgeois une haine sournoise qui, pour se manifester sous une forme différente, n'est pas moins intense que la haine des ouvriers des villes contre cette classe devenue aujourd'hui si peu respectable.

Les paysans, l'immense majorité des paysans au moins, ne l'oublions jamais, quoique devenus propriétaires en France, n'en vivent pas moins du travail de leurs bras. C'est là ce qui les sépare foncièrement de la classe bourgeoise, dont la plus grande majorité vit de l'exploitation lucrative du travail des masses populaires; et ce qui l'unit, d'un autre côté, aux travailleurs des villes, malgré la différence de leurs positions, toute au désavantage de ces derniers, et la différence d'idées, les malentendus dans les principes qui en résultent malheureusement trop souvent.

Ce qui éloigne surtout les paysans des ouvriers des villes, c'est une certaine aristocratie d'intelligence, d'ailleurs très-mal fondée, que les ouvriers ont le tort d'afficher souvent, devant eux. Les ouvriers sont sans contredit plus lettrés; leur intelligence, leur savoir, leurs idées sont plus développées. Au nom de cette petite supériorité scientifique, il leur arrive quelquefois de traiter les paysans d'en haut, de leur

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

marquer leur dédain. Et, comme je l'ai déjà fait observer dans un autre écrit (3) les ouvriers ont grand tort, car à ce même titre, et avec beaucoup plus de raison apparente, les bourgeois, qui sont beaucoup plus savants et beaucoup plus développés que les ouvriers, auraient encore plus le droit de mépriser ces derniers. Et ces bourgeois, comme on sait, ne manquent pas de s'en prévaloir.

Permettez-moi, cher ami, de répéter ici quelques pages de l'écrit que je viens de citer:

«Les paysans, ai-je dit dans cette brochure, considèrent les ouvriers des villes comme des partageux, et craignent que les socialistes ne viennent confisquer leur terre qu'ils aiment au-dessus de toute chose. - Que doivent donc faire les ouvriers pour vaincre cette défiance et cette animosité contre eux? D'abord, cesser de leur témoigner leur mépris, cesser de les mépriser. Cela est nécessaire pour le salut de la Révolution, car la haine des paysans constitue un immense danger. S'il n'y avait pas cette défiance et cette haine, la Révolution aurait été faite depuis longtemps, car l'animosité qui existe malheureusement dans les campagnes contre les villes constitué non-seulement en France, mais dans tous les pays, la base et la force principale de la réaction. Donc, dans l'intérêt de la Révolution qui doit les émanciper, les ouvriers doivent cesser au plus vite de témoigner ce mépris aux paysans. Ils le doivent par justice, car vraiment ils n'ont aucune raison pour les mépriser et pour les détester. Les paysans ne sont pas des fainéants, ce sont de rudes travailleurs comme eux-mêmes; seulement ils travaillent dans des conditions différentes. Voilà tout. En présence du bourgeois exploiteur, l'ouvrier doit se sentir le frère du paysan.

Les paysans marcheront avec les ouvriers des villes pour le salut de la patrie aussitôt qu'ils seront convaincus que les ouvriers des villes ne prétendent pas leur imposer leur volonté ni un ordre politique et social quelconque, inventé par les villes pour la plus grande félicité des campagnes, aussitôt qu'ils auront acquis l'assurance que les ouvriers n'ont aucunement l'intention de leur prendre leur terre.

Eh bien! il est de toute nécessité aujourd'hui que les ouvriers renoncent réellement à cette prétention et à cette intention, et qu'ils y renoncent de manière à ce que les paysans le sachent et en demeurent réellement convaincus. Les ouvriers doivent y renoncer, car alors même que des prétentions pareilles seraient réalisables, elles seraient souverainement injustes et réactionnaires; et maintenant que leur réalisation est devenue absolument impossible, elles ne constitueraient qu'une criminelle folie. De quel droit les ouvriers imposeraient-ils aux paysans une forme de gouvernement ou d'organisation quelconque? Du droit de la révolution, dit-on. Mais la révolution n'est plus révolution, lorsqu'au lieu de provoquer la liberté dans les masses, elle suscite la réaction dans leur sein. Le moyen et la condition, sinon le but principal de la révolution, c'est l'anéantissement du principe de l'autorité dans toutes ses manifestations possibles, c'est l'abolition complète de l'Etat politique et juridique, parce que l'Etat, frère cadet de l'Eglise, comme l'a fort bien démontré Proudhon, est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction. Lorsqu'au nom de la Révolution on veut faire de l'Etat, ne fût-ce que de l'Etat provisoire, on fait de la réaction et on travaille pour le despotisme, non pour la liberté, pour l'institution du privilège contre l'égalité.

C'est clair comme le jour. Mais les ouvriers socialistes de la France, élevés dans les traditions politiques des Jacobins, n'ont jamais voulu le comprendre. Maintenant ils seront forcés de le comprendre, par bonheur pour la Révolution et pour eux-mêmes. D'où leur est venue cette prétention, aussi ridicule qu'arrogante, aussi injuste que funeste, d'imposer leur idéal politique et social à dix millions de paysans qui n'en veulent pas? C'est évidemment encore un héritage bourgeois, un legs politique de révolutionnarisme bourgeois. Quel est le fondement, l'explication, la théorie de cette prétention? C'est la supériorité prétendue ou réelle de l'intelligence, de l'instruction, en un mot de la civilisation ouvrière sur la civilisation des campagnes. Mais savez-vous qu'avec un tel principe on peut légitimer toutes les conquêtes, consacrer toutes les oppressions? Les bourgeois n'en ont jamais eu d'autre pour prouver leur mission de gouverner ou, ce qui veut dire la même chose, d'exploiter le monde ouvrier. De nation à nation, aussi bien que d'une classe à une autre, ce principe fatal, et qui n'est autre que celui de l'autorité, explique et pose comme un droit tous les envahissements et toutes les conquêtes. Les Allemands ne s'en sont-ils pas toujours servis pour exécuter tous leurs attentats, contre la liberté et contre l'indépendance des peuples slaves, et pour en légitimer la germanisation violente et forcée? C'est, disent-ils, la conquête de la civilisation sur la barbarie. Prenez garde; les Allemands commencent à s'apercevoir aussi que la civilisation germanique protestante est bien supérieure à la civilisation catholique, représentée en général par les peuples de race latine, et à la civilisation française en particulier. Prenez garde qu'ils ne s'imaginent bientôt qu'ils ont la mission de vous civiliser et de vous rendre

(3) Lettres à un Français sur la crise actuelle. Septembre 1870.

heureux, comme vous vous imaginez, vous, avoir la mission de civiliser et d'émanciper vos compatriotes, vos frères, les paysans de la France. Pour moi, l'une et l'autre prétention sont également odieuses, et je vous déclare que, tant dans les rapports internationaux que dans les rapports d'une classe à une autre, je serai toujours du côté de ceux qu'on voudra civiliser par ce procédé. - Je me révolterai avec eux contre tous ces civilisateurs arrogants, qu'ils s'appellent lesouvriers ou les Allemands, et, en me révoltant contre eux, je servirai la révolution contre la réaction.

Mais s'il en est ainsi, dira-t-on, faut-il abandonner les paysans ignorants et superstitieux à toutes les influences et à toutes les intrigues de la réaction? Point du tout. Il faut écraser la réaction dans les campagnes aussi bien que dans les villes; mais il faut pour cela l'atteindre dans les faits, et ne pas lui faire la guerre à coups de décrets. Je l'ai déjà dit, on n'extirpe rien avec les décrets. Au contraire, les décrets et tous les actes de l'autorité consolident ce qu'ils veulent détruire.

Au lieu de vouloir prendre aux paysans les terres qu'ils possèdent aujourd'hui, laissez-les suivre leur instinct naturel, et savez-vous ce qui arrivera alors? Le paysan veut avoir à lui toute la terre; il regarde le grand seigneur et le riche bourgeois, dont les vastes domaines, cultivés par des bras salariés, amoindrissent son champ, comme des étrangers et des usurpateurs. La Révolution de 1789 a donné aux paysans les terres de l'Eglise; ils voudront profiter d'une autre révolution pour gagner celles de la noblesse et de la bourgeoisie.

Mais si cela arrivait, si les paysans mettaient la main sur toute la portion du sol qui ne leur appartient pas encore, n'aurait-on pas laissé renforcer par-là d'une manière fâcheuse le principe de la propriété individuelle, et les paysans ne se trouveraient-ils pas plus que jamais hostiles aux ouvriers socialistes des villes?

Pas du tout, car une fois l'Etat aboli, la consécration juridique et politique, la garantie de la propriété par l'Etat, leur manquera. La propriété ne sera plus un droit, elle sera réduite à l'état d'un simple fait.

Alors ce sera la guerre civile, direz-vous. La propriété individuelle n'étant plus garantie par aucune autorité supérieure, politique, administrative, judiciaire et policière, et n'étant plus défendue que par la seule énergie du propriétaire, chacun voudra s'emparer du bien d'autrui, les plus forts pilleront les plus faibles.

Il est certain que, dès l'abord, les choses ne se passeront pas d'une manière absolument pacifique; il y aura des luttes; l'ordre public, cette arche sainte des bourgeois, sera troublé, et les premiers faits qui résulteront d'un état de choses pareil pourront constituer ce qu'on est convenu d'appeler une guerre civile. Mais aimez-vous mieux livrer la France aux Prussiens?

D'ailleurs, ne craignez pas que les paysans s'entre-dévorent; s'ils voulaient même essayer de le faire dans le commencement, ils ne tarderaient pas à se convaincre de l'impossibilité matérielle de persister dans cette voie, et alors on peut être certain qu'ils tâcheront de s'entendre, de transiger et de s'organiser entre eux. Le besoin de manger et de nourrir leurs familles, et par conséquent la nécessité de continuer les travaux de la campagne, la nécessité de garantir leurs maisons, leurs familles et leur propre vie contre des attaques imprévues, tout cela les forcera indubitablement à entrer bientôt dans les voies des arrangements mutuels.

Et ne croyez pas non plus que dans ces arrangements, amenés en dehors de toute tutelle officielle par la seule force des choses, les plus forts, les plus riches exercent une influence prédominante, La richesse des riches, n'étant plus garantie par les institutions juridiques, cessera d'être une puissance. Les riches ne sont si influents aujourd'hui que parce que, courtisés par les fonctionnaires de l'Etat, ils sont spécialement protégés par l'Etat. Cet appui venant à leur manquer, leur puissance disparaîtra du même coup. Quant aux plus madrés, aux plus forts, ils seront annulés par la puissance collective de la masse des petits et des très-petits paysans, ainsi que des prolétaires des campagnes, masse aujourd'hui réduite à la souffrance muette, mais que le mouvement révolutionnaire armera d'une irrésistible puissance. Je ne prétends pas, notez-le bien, que les campagnes qui se réorganiseront ainsi, de bas en haut, créeront du premier coup une organisation idéale, conforme dans tous les points à celle que nous rêvons. Ce dont je suis convaincu, c'est que ce sera une organisation vivante, et, comme telle, supérieure mille fois à ce qui existe maintenant. D'ailleurs, cette organisation nouvelle restant toujours ouverte à la propagande des villes, et ne pouvant plus être fixée et pour ainsi dire pétrifiée par la sanction juridique de l'Etat, progressera librement, se développant et se perfectionnant d'une manière indéfinie, mais toujours vivante et libre, jamais décrétée ni légalisée, jusqu'à arriver à un point aussi raisonnable qu'on peut l'espérer de nos jours.

Comme la vie et l'action spontanées, suspendues pendant des siècles par l'action absorbante de l'Etat, seront rendues aux communes, il est naturel que chaque commune prendra pour point de départ de son développement nouveau, non l'état intellectuel et moral dans lequel la fiction officielle la sup-

pose, mais l'état réel de sa civilisation; et comme le degré de civilisation réelle est très-différent entre les communes de France, aussi bien qu'entre celles de l'Europe en général, il en résultera nécessairement une grande différence de développements; mais l'entente mutuelle, l'harmonie, l'équilibre établi d'un commun accord remplaceront l'unité artificielle et violente des Etats. Il n'y aura une vie nouvelle et un monde nouveau...

Vous me direz: Mais cette agitation révolutionnaire, cette lutte intérieure qui doit naître nécessairement de la destruction des institutions politiques et juridiques, ne paralyseront-elles pas la défense nationale, et, au lieu de repousser les Prussiens, n'aura-t-on pas au contraire livré la France à l'invasion?

Point du tout, l'histoire nous prouve que jamais les nations ne se montrèrent aussi puissantes au dehors que lorsqu'elles se sentirent profondément agitées et troublées à l'intérieur, et qu'au contraire elles ne furent jamais aussi faibles que lorsqu'elles apparaissaient unies et tranquilles sous une autorité quelconque. Au fond, rien de plus naturel: la lutte, c'est la pensée active, c'est la vie, et cette pensée active et vivante, c'est la force. Pour vous en convaincre, comparez entre elles quelques époques de votre propre histoire. Mettez en regard la France sortie de la Fronde, développée, aguerrie par les luttes de la Fronde, sous la jeunesse de Louis XIV, et la France de sa vieillesse, la monarchie fortement établie, unifiée, pacifiée par le grand roi: la première toute resplendissante de victoires, la seconde marchant de défaite en défaite à la ruine. Comparez, de même la France de 1792 avec la France d'aujourd'hui. Si jamais la France a été déchirée par la guerre civile; c'est bien en 1792 et 1793; le mouvement, la lutte, une lutte à vie et à mort se produisait sur tous les points de la République, et pourtant la France a repoussé victorieusement l'invasion de l'Europe presque tout entière coalisée contre elle; - En 1870, la France unie et pacifiée de l'empire est battue par les armées de l'Allemagne, et se montre démoralisée au point qu'on doit trembler pour son existence».
